

## ***BELGIQUE***

# **Contre Arizona il faut une véritable lutte de classe !**

La journée de grève générale du mercredi 26/11 venant après les journées du lundi 24 (grève dans les transports) et du mardi (grève dans la Fonction publique) a été un grand succès, avec des piquets de grève ainsi que des barrages nombreux ; la grève a touché la métallurgie, la chimie, l'alimentation, la logistique, les commerces, les aéroports, les activités portuaires, etc. Dans les transports en commun les piquets de grève ont souvent bloqué tout trafic des bus pendant 3 jours alors que dans les chemins de fer un service alternatif réduit a pu être établi grâce aux non-grévistes ; dans les Postes les autorités ont annoncé 40% de grévistes, des milliers d'enseignant ont fait grève et ont manifesté, etc., etc.

Ces grèves de fin novembre viennent après plusieurs journées d'action et de grève depuis le début de l'année : grèves nationales les 31 mars, 21 avril et 14 octobre avec une grande manifestation centrale à Bruxelles qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes (140 000 selon le syndicats), davantage que pour la manifestation de février (100 000 selon les syndicats), plus des grèves sectorielles comme dans les transports ou chez les enseignants, etc. : le mécontentement contre les mesures anti-sociales décidées par le gouvernement Arizona dès sa constitution, est profond et il se traduit par une volonté de lutte plus forte que jamais comme on l'a vu lors des grèves des derniers jours : la mobilisation a atteint un niveau inconnu depuis des décennies.

En mettant pratiquement l'économie capitaliste à l'arrêt, la classe ouvrière a démontré sa puissance potentielle : le capitalisme repose sur son travail qu'il exploite dans ses entreprises pour en tirer le profit indispensable à sa survie. Quand la conjoncture devient difficile pour lui et menace ses profits ou qu'il est obligé d'augmenter ses dépenses (comme pour l'armée), le capitalisme n'a pas d'autre solution que d'accroître l'exploitation, d'attaquer les conditions de vie et de travail des prolétaires, directement par la baisse des salaires réels et indirectement par la baisse des prestations sociales qui constituent ce qu'on appelle le salaire indirect (la part du salaire non payé aux travailleurs qui sert à financer les prestations sociales) : c'est exactement ce qu'a entrepris de faire le gouvernement Arizona, organisant, centralisant et planifiant les attaques anti-prolétariennes au service des capitalistes. Le 24 novembre, premier jour de la mobilisation syndicale, il a annoncé son projet de budget, montrant ainsi que les journées de grève ne le faisait pas fléchir ; le paquet de mesures comprend un relèvement du prix du gaz, la diminution de la durée d'indemnité de chômage, la fin des indemnités d'invalidité pour près de 100 000 personnes, la fin de l'indexation des salaires (pour l'instant seulement pour les salaires supérieurs à 4000 euros brut, soit 2500 net), des modifications de la TVA, etc. Ce budget s'inscrit donc dans le cadre d'une attaque de classe, à laquelle il n'est possible de s'opposer avec des chances de succès que par une riposte de classe, par une lutte décidée avec des moyens et des méthodes de lutte classistes qui frappent les intérêts capitalistes.

Ce n'est pas la voie que prennent les organisations du Front commun syndical qui organisent le mouvement; leur communiqué au lendemain de la grève générale se bornait à trouver « *extrêmement regrettable* » que le gouvernement ne tienne pas compte que ses « *mesures brisent la confiance (...) dans les responsables politiques* » (!) ; et après ce bien triste constat, il assurait que les syndicats allaient « *réfléchir, dans les prochains jours, à la suite à donner au mouvement social* » (1)...

En fait ces organisations se considèrent comme des « partenaires sociaux » ; elles axent leur action dans une perspective de collaboration de classe avec les patrons et l'Etat ; elles cherchent donc à se faire entendre du gouvernement et non à le combattre frontalement. La grève générale est ainsi réduite à un moyen de pression pour « peser » sur les choix gouvernementaux (2) et les directions syndicales s'emploient à canaliser et contrôler le mouvement pour éviter tout « débordement » qui pourrait mettre en péril l'ordre établi (3). La mobilisation est émiettée en journées d'action organisées de loin en loin ; annoncées suffisamment à l'avance pour permettre aux patrons et à l'Etat de s'y préparer et en luttes tournantes ou corporatives qui ne peuvent à la longue qu'épuiser les travailleurs tout en gênant au minimum les capitalistes et qui ne peuvent entamer la détermination du gouvernement.

Le prolétariat a en Belgique une longue expérience de dures luttes, mais il a aussi une longue histoire de trahison de ses luttes par les chefs syndicaux réformistes et collaborationnistes ; c'est un enseignement à ne pas oublier. Pour vaincre il lui faudra rompre avec les orientations opportunistes et défaitistes, prendre ses luttes en main et s'engager dans une véritable **lutte de classe anticapitaliste**.

8 décembre 2025

(1) <https://fgtb.be/presse/les-syndicats-affichent-une-determination-intacte>

(2) Un syndicaliste explique : « *Pour lutter contre l'Arizona, on n'est pas sur une stratégie dure avec grève illimitée et des mots d'ordre clairs appelant à la chute du gouvernement. Nos organisations syndicales veulent plutôt mobiliser en masse pour obtenir des marges de négociation* » [https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/greve-generale-que-se-passe-t-il-en-belgique-040824109#:~:text=Avec%201%C5%20millions%20d,que%20les%20gr%C3%A8ves%20reconductibles%20fleurissent. Il semble que les syndicats voulaient s'appuyer sur les socialistes flamands \(Vooruit\) qui font partie de la coalition Arizona.](https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/greve-generale-que-se-passe-t-il-en-belgique-040824109#:~:text=Avec%201%C5%20millions%20d,que%20les%20gr%C3%A8ves%20reconductibles%20fleurissent. Il semble que les syndicats voulaient s'appuyer sur les socialistes flamands (Vooruit) qui font partie de la coalition Arizona.)

(3) Le 9 septembre le Front commun syndical a transmis à la Commission sociale du parlement un avis contre une proposition de loi visant à interdire les piquets de grève : cet avis affirme que le droit (de participation à des piquets) « ne peut faire l'objet de restrictions qu'en cas d'intimidation ou de violence ». Autrement dit nos syndicalistes ne défendent les piquets que s'ils sont inoffensifs... <https://fgtb.be/echo/lavis-du-front-commun-syndical-contre-la-proposition-de-loi-mr-sur-la-liberte-de-travailler-en>



**parti communiste international**

8/12/2025 Imp. Spé.- supplément au Proletaire n° 559- [www.pcint.org](http://www.pcint.org)